L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 27 AOUT 1875. — 48me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN 27 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par M. W. Newman, au No 65 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

Amendements à la Constitution et réformes législatives.

Le comité exécutif de l'Union des propriétaires se distingue par une franchise d'allure qu'on ne trouve jamais malheureusement dans les assemblées délibérantes provenant de l'élection. Le comité dont nous parlons attaque tout: les corps constitués par l'élection, le plus souvent n'attaquant rien, et cela se comprend. Le comité est indépendant de sa nature parce qu'il ne doit son existance qu'à lui-même; il vient d'une association libre dont font partie tous les citoyens qui prouvent par leur intérêt direct qu'ils ont droit à en être membres. Ils ne sont donc responsables devant personne, excepté devant le public, des idées qu'ils expriment et des vœux qu'ils émettent et ce public ne peut rien contre eux attendu qu'ils ne lui demandent rien et ne lui doivent pas davantage. Ils n'ont ni promesses à tenir ni engagements à suivre et leur indépendance est garantie par leur mission qui est d'assurer la réforme dans des vues en harmonie avec l'intérêt commun aussi bien qu'avec le leur propre. Ils ne craignent donc pas les reproches des électeurs et les plaintes des uns et des autres; ils ne redoutent pas non plus les sollicitations attendu qu'ils n'ont ni places à donner ni faveurs à accorder. Au contraire, leurs efforts doivent tendre à l'abolition dans l'Etat, du plus grand nombre de places possible et à la réduction des traitements à un point de modestie qui ne séduise plus personne et n'excite plus les ambitions individuelles.

Voilà le bon côté de l'Union des propriétaires. De mauvais côté, nous n'en voyons pas. Seulement l'œuvre entreprise sera longue, ardue. L'Union sera exposée à de grands désappointements et il lui faudra beaucoup de courage et de patience pour combattre les résistances sans nombre qu'elle rencontrera infailliblement dans sa marche. En attendant, elle délibère, elle agit et sa ténacité commence à produire un excellent effet sur l'opinion. L'Union des propriétaires devient un pouvoir dans la ville et dans l'Etat, non un pouvoir officiel exerçant une autorité de délégation et se devant à ses constituants de toute classe, mais un pouvoir moral, exerçant un droit illimité de censure et de condamnation, sans autre frein que celui de sa raison et de son intérêt, raison et intérêt ayant leur base dans l'intérêt commun et la fortune publique.

Le compte rendu de chacune des séances du comité central de cette Union donne lieu aux réflexions qui précèdent. Il a été question dans la dernière réunion de choses importantes. On sait que depuis longues années nos diverses Législatures n'ont joué dans l'Etat qu'un rôle malheureux. Au lieu de protéger les intérêts légitimes, elles les ont persécutés, écrasés, ruinés, à tel point qu'on s'étonne de voir encore quelque vitalité en Louisiane. Ces corps représentatifs n'ont pas exercé une tutelle bienveillante; loin de là, ils ont agi comme s'ils étaient les ennemis nés et conjurés des villes et des paroisses, et pendant une série de sessions ils ont mis littéralement au pillage les ressources de l'Etat.

Les législatures ont abusé de leur pouvoir, et elles en ont abusé d'une manière outrageante, cela est certain. Il faut donc de toute nécessité borner ce pouvoir et le mettre dans l'impossibilité de nuire. Mais voilà le difficile. Les communes, cela est certain aussi, ont besoin de tutelle. Dans les pays monarchiques constitutionnels, cette tutelle existe avec des garanties qui ne sont pas illusoires. Elle est exercée par divers fonctionnaires qui graduellement de l'un à l'autre, la font arriver jusqu'au chef de l'Etat. Le chef de l'Etat décide et ne se trompe pas, parce qu'il est responsable avec ses ministres. Mais il n'est responsable que parcequ'il est permanent. Détruisez cette permanence, et tout disparaît, responsabilité et tutelle.

Ici, nous n'avons pas d'Exécutif permanent, par conséquent nous n'avons pas d'Exécutif responsable. Il ne vaut donc pas mieux, comme tuteur, que le corps représentatif auquel nous reprochons tant de mauvaises lois. Alors à qui remettrons nous cette tutelle? La conférons-nous aux petites assemblées locales des municipalité dans les villes, et aux jurés de police dans les campagnes? Non, mais qui nous garantira que ces petites assemblées ne seront pas aussi extravagantes que les législatures? qui leur imposera un frein et les rappellera à la raison si elles s'en écartent? et nous savons tous qu'elles s'en écartent souvent. Jusqu'à présent les petites assemblées n'ont pas plus valu que les grandes, et nous avons cherché en vain un remède à ce triste état de choses. Nous n'avons même pas trouvé une défense dans le droit, car le droit, sous la République, n'est pas immuable. Le droit dépend des tribunaux et les tribunaux dépendent de la politique. Ainsi, nous n'avons recueilli partout que des déceptions.

Il ne faut pas cependant nous livrer au désespoir et ne rien faire parce que nous sommes dans l'impossibilité de faire le bien d'une manière absolue. Sans viser à des garanties qui nous semblent difficiles à obtenir sous un gouvernement dont le chef n'étant pas héréditaire, n'est pas responsable, nous pouvons améliorer nos institutions. Elles ont été tellement viciées sous l'influence du parti radical, que la réforme est facile à indiquer si elle n'est pas facile à faire. Nous avons remarqué de bonnes choses dans le rapport soumis au comité central des propriétaires par un de ses membres, qui nous paraît avoir assez profondément réfléchi sur les maux de la situation. Il est certain qu'une Constitution du parlement semblable à celle que propose Mr J. Q. A. Fellows vaudrait mieux que celle d'aujourd'hui où tout est livré aux entreprises malsaines des coteries et à la fidélité et chanceulante des bureaucrates. Aujourd'hui les délibérations de nos législatures sont abandonnées à la merci des présidents et des secrétaires. Ce sont eux qui font les lois et ce sont les représentants qui ne les font pas, bien qu'ils soient censés présents pour les faire. Il est clair qu'un tel désordre dépasse toutes bornes et qu'il faut y mettre fin au plus vite.

C'est dans ce but que Mr Fellows a présenté au comité central de l'Union des Propriétaires une série de considérations qui devront être converties en lois ou en réglements afin d'assurer au moins qu'il ne se glisse de faux bills dans la fournée, toujours nombreuse, des bills qui, bons ou mauvais, sont votés chaque année par la Législature.

Ces amendements limiteraient le pouvoir de nos deux Chambres. Il leur serait interdit désormais de passer une loi locale ou spéciale, et toutes les communes seraient régies par des lois générales applicables à toutes les parties de l'Etat et à toutes les classes du peuple. Il serait interdit aux Chambres de créer des corporations privilégiées ou des monopoles, ou d'exercer un contrôle sur aucune dépense ou amélioration municipale ou paroissiale. Il leur serait interdit de voter des allocations autres que celles qui sont strictement nécessaires pour les frais d'administration des divers départements et pour l'intérêt de la dette. Il leur serait interdit de voter des taxes par voie de licences, ou d'engager le crédit de l'Etat, des paroisses et des villes pour le soutien d'entreprises industrielles sous quelque prétexte que ce soit.

En outre, la dette de toute corporation municipale serait limitée à 7 pour cent de la valeur des biens assujettis dans ces corporations, et l'administration des écoles serait confiée, sans condition, aux soins des municipalités.

Le programme se termine par des recommandations fort opportunes dans l'absence d'une convention générale. Il faut préparer toutes les lois qui appartiennent à la sphère législative et qui peuvent nous assurer un gouvernement économique, la réduction des taxes et un assessement équitable. Il faudrait joindre à ces lois le rappel de toutes les restrictions sur le commerce extérieur ou intérieur, et abolir les charges si lourdes qui pèsent sur la navigation maritime ou fluviale.

Nous ne pouvons qu'approuver ces suggestions et recommandations, mais il y a une chose qui nous paraît encore plus pressante, c'est le réglement des dettes municipales. L'Union des propriétaires laissera-t-elle, sans faire aucune représentation, poursuivre l'exécution de ce plan de bons à prime quand des procès de tout genre menacent la municipalité? Ne vaudrait-il pas mieux, en attendant la décision des Cours, recommander la suspension totale du service de l'intérêt des dettes et assurer, par ce moyen, un abaissement immédiat de la taxe? Cet abaissement serait considérable. Que l'Union des propriétaires y songe sérieusement! c'est là le plus court, le plus simple, le plus logique et le plus justifiable de tous les expédients, et nous pouvons dire aussi, le plus important.

Les souscriptions en Louisiane au profit des inondés français.

Le total des sommes encaissées à la date d'hier, 26 août, est de $6,357 75.

La "Société de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de Thibodeaux," qui avait pris l'initiative de faire circuler des listes de souscription, vient d'envoyer au président du comité la somme de $150 75, recueillie par les divers porteurs de listes. Nous félicitons les membres de cette Société et ceux qui lui ont donné leur concours, du zèle qu'ils ont montré pour la cause des inondés. Voici la lettre qui accompagnait l'envoi.

Thibodeaux, 24 août 1875.

Monsieur Félix Limet,
Président du comité de souscription pour les inondés du midi de la France.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-inclus, par l'entremise de Mr F. Henry, la somme de cent cinquante piastres et 75 cents ($150,75) montant des souscriptions collectées dans la paroisse Lafourche par les soins de la "Société de bienfaisance et d'assistance mutuelle de Thibodeaux, en faveur des inondés du midi de la France.

Ci-jointe la liste des souscripteurs.

Nous recevrions, monsieur, de ne pouvoir offrir plus, mais la gêne est si grande et si générale, qu'il eût été impossible de faire mieux.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de notre parfaite considération.

Pour le comité de souscription.
H. H. MICHELET, Chairman.

SOUSCRIPTION
Pour les inondés du Midi de la France.

Sommes encaissées par le trésorier.

Nouvelle-Orléans, 26 août 1875.

Liste No 84—Mr F. Limet.
16e versement.

Reçu de Mr Bonnecaze, comme recette additionnelle de la représentation donnée à l'Opéra par le Club Dramatique Louisianais.$ 10 00
Souscriptions recueillies, Paroisse Lafourche, suivant détail ci-dessous..... 150 75

Total..... $ 160 75

Liste de souscriptions de la paroisse Lafourche.

Liste No 1.

Société de Bienfaisance et d'assistance Mutuelle de Thibodaux.....$10 00
Rév. C. Ménard..... 5 00
Rév. C. Favre..... 5 00
A. W..... 2 50
J. M. Verret..... 5 00
Cash..... 1 00
Mrs Gamard..... 1 00
A. Bonron..... 1 00
G. Keller..... 5 00
H. H. Michelet..... 2 00
F. Sancan..... 5 00
H. Téteau..... 2 00
Théodore Verret..... 1 00
Mme Marie E. Hesse..... 1 00
C. Azema..... 5 00
Jean Dupré..... 1 00
G. Keller..... 1 00
E. Loiscan..... 3 00
H. Fanre..... 2 00
Th. Thibodaux..... 1 00

Total..... $60 00

Liste No 2.

Rév. P. M. Littilly.....$ 5 00
J. Claudet..... 10 00
P. Rizan..... 5 00
Michel Cabary..... 5 00
G. Dr. Barrice..... 2 00
Henry Ballieux..... 1 00
Joseph Jénois..... 1 00

Total..... $29 50

Liste No 3.

David Kling.....$ 1 00
S. Blum..... 1 00
Cash..... 50
H. Hoffman..... 1 50
Cash..... 25
W. Brokofi..... 1 00
V. Sancan..... 5 00
J. Bourrée..... 1 00
J. D. Moore..... 1 00
H. W. Wood..... 1 00
Lehmann Mayer..... 1 00
H. Vergez..... 5 00
H. Dancereau..... 1 00
E. Freund..... 1 00

Total..... $20 75

Liste No 4.

B. Rossignol.....$ 2 00
J. J. Bondreaux & Co..... 1 00
Jos. Kaufmann & Blum..... 2 00
Octave Himel..... 2 00
D. Himel..... 1 00
Un Français..... 2 50
do. do 1 00
Emile Vicknair..... 1 25
H. Vicknair..... 1 00
Himel & Dionne..... 2 00
Sylvere Bourg..... 1 00
P. Médus..... 1 00
J. Doleze..... 1 00

Total..... $18 50

Liste No 5.

Louis Jugault.....$ 1 00
L. Lacroix..... 1 00
C. F. Rendu..... 1 00
Léon Hemedinger..... 1 00
Léopold Lévy..... 1 00
L. N. Bourgeois..... 1 00
J. M. Lefort..... 1 00
Simon Klotz..... 1 00
Mme C. F. Rendu..... 1 00
J. W. Lefort..... 1 00

Total..... $10 00

Liste No 6.

Thé. Gonaux $1 00
Jos. Graziani..... 1 00
Auguste Fremen..... 50
Thos. K. McNeil, M. D..... 2 50
C. Humbert, D. D. S..... 1 00
Jean Larreul..... 1 00
Nicolas Valery..... 50

Total..... $7 50

Liste No 7.

A. C. Ladreyx.....$1 00
Charles Boyer..... 1 00
A. Lejeune..... 1 00
J. L. Amédée..... 1 00

Total..... $4 50

Récapitulation:

Liste No 1.....$60 00
" No 2..... 29 50
" No 3..... 20 75
" No 4..... 18 50
" No 5..... 10 00
" No 6..... 7 50
" No 7..... 4 50

Total général.....$150 75

Liste No 84.
F. Carrazé.
26 versement.

A. Duco, grocer aux Abattoirs.. 3 00

Récapitulation:

Liste No 54.....$ 3 00
" No 84..... 160 75

Total des listes précédentes.. $ 163 75
$ 6 194 00

Total à ce jour..... $6 357 75

INSTITUT ST-LOUIS. — La réouverture des classes de l'Institut St-Louis est fixée à mercredi, 1er septembre. Cette maison d'éducation s'est acquis depuis longtemps une légitime renommée à la Nlle-Orléans, et la faveur spéciale dont elle jouit auprès des familles s'est accrue depuis que Mme Matthey en a pris la direction. L'enseignement y est confié à des professeurs aussi habiles que consciencieux et expérimentés.

MORT DE MR PAUL JUGE.—Nous trouvons dans un journal français l'annonce de la mort de Mr Paul Juge, ancien capitaine de navire qui avait été longtemps négociant à la Nouvelle-Orléans. Lors de la prise de la ville, Mr Juge était général de la brigade européenne de la milice, brigade qui, avec la brigade française commandée par le général Victor Maignan, prit, à la requête du maire Monroe, charge de la police de la ville et arrêta les désordres et un pillage. Le général Paul Juge, qui était déjà chevalier de la Légion d'Honneur, fut promu au grade d'officier. Il quitta peu de temps après la Nouvelle-Orléans pour retourner en France. C'est à Mouzafaville, en Algerie, qu'il vient de mourir subitement.

Le chemin de fer du Pacifique.

Voici le rapport exact de la réunion qui a eu lieu, mardi soir, à l'hôtel St-Charles, entre les directeurs du chemin de fer Texas et Pacifique et les membres du Bureau des Assureurs:

Conformément à une invitation des directeurs du chemin de fer Nouvelle-Orléans et Pacifique, nombre de citoyens notables, appartenant pour la plupart au Bureau des Assureurs de notre ville, se sont réunis mardi soir à l'hôtel St-Charles pour prendre en considération le projet d'établir un chemin de fer, mettant la Nouvelle-Orléans en communication directe avec le Texas, et pour échanger leurs idées à ce sujet.

Mr E. H. Wheelock, le président du chemin projeté, a ouvert les débats en prononçant le discours suivant:

Messieurs.— Conformément aux désirs des directeurs de la compagnie de chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique, et à la suggestion de plusieurs négociants influents, j'ai sollicité votre présence ici ce soir.

Le but de cette réunion informelle et toute amicale est de provoquer de votre part une expression d'opinions libres et sans contrainte, relativement à notre entreprise de chemin de fer.

Le but que nous nous sommes proposés également est de gagner en faveur de l'entreprise l'énorme influence morale et pécuniaire de nos assureurs, et nous croyons qu'après mûre délibération ils ne manqueront pas de nous l'accorder généreusement.

Malheureusement, nous sommes obligés de reconnaître que la situation commerciale de notre ville est non seulement précaire mais dangereuse; que chaque branche de l'industrie souffre et se meurt; que les banques et les maisons de banque en plus de leur valeur, à tel point, en vérité, que la perte évaluée déjà à quatorze millions pour les années 1873 et 1874 menace d'augmenter encore; tandis que la dépréciation de la propriété foncière estimée pour les mêmes années à dix-sept millions, à peu près, dépasse maintenant de beaucoup ces montants.

Il n'y a peut être pas de compagnies publiques qui indiquent mieux la véritable situation d'une communauté que ses compagnies d'assurance et ses compagnies de chemins de fer urbains.

On peut les prendre infailliblement comme base des affaires en général.

Examinons les résultats tels qu'ils nous sont présentés par l'état de situation annuel des compagnies d'assurance, indiquant le montant total des primes de 1870 comparé à celui de 1875:

Risques d'incendie en 1870.....	$2,220,400
Risques d'incendie en 1875.....	1,479,248

Nous trouvons qu'il y a une différence de $747,152 en faveur de 1870 et contre 1875.

Dans les risques maritimes et de rivière la diminution est encore plus sensible.

En 1870 le montant total des primes maritimes donnait être fixé à $676,000. En 1875 ce montant ne dépasera pas $264,657, une différence, comme on le voit, d'à peu près $450,000 en faveur de 1870 et contre 1875.

On remarque une diminution non moins considérable dans les primes de rivière. En 1870 le total des risques était de $1,461,787; en 1875 il n'est que de $808,951, rien près. La différence est donc cette fois de plus de $350,000 en faveur de 1870 contre 1875.

Ces chiffres vous montrent, messieurs, que dans la grande ville de la Nouvelle-Orléans les affaires d'assurance, qui peuvent servir de base pour toutes les autres, indiquent en 1875 une diminution d'environ cent millions de dollars dans les primes comparativement à 1870.

Il est bon de vous faire observer ici que les chiffres que je vous ai cités ne concernent point ceux que l'on désigne sous le nom de compagnies locales et ne s'appliquent pas aux agences étrangères ou domestiques.

L'orateur a continué ainsi:

Je ne prends pas les résultats de 1870 comme base de mes calculs dans aucun but particulier, mais seulement parce que j'ai trouvé que ces résultats étaient les plus propres pour établir une comparaison exacte.

Maintenant si la différence que nous avons fait remarquer entre 1870 et 1875 peut être considérée comme la moyenne des diminutions de chaque année depuis 1870, nous trouvons en additionnant les différents montants un total plus que suffisant pour construire trois chemins comme le nôtre de la Nouvelle Orléans au Texas.

Quant aux compagnies de chemins de fer urbains, je suis informé qu'elles ont eu à subir une diminution aussi marquée dans leurs recettes, quoique la diminution n'ait pas été la même pour toutes. Je citerai une compagnie comme exemple, qui tient le juste milieu entre celles qui font le plus d'argent et celles qui en font le moins.

Ses recettes annuelles, en comparant 1870 à 1874, indiquent une différence de $46,000 en faveur de 1870; c'est-à-dire le prix de 920,000 passages.

Je crains, messieurs, que je vous prie de votre patience, messieurs, en vous présentant des statistiques que vous connaissez sans doute. J'ai dû m'appuyer sur des faits, afin d'établir le but auquel nous nous sommes proposés en convoquant cette assemblée ce soir.

De crainte de continuer à abuser de votre indulgence, je me hâte de terminer mes remarques.

Avant de le faire, cependant, je désire vous demander si nous ne devons pas tenter quelqu'effort pour nous tirer d'affaire, rentrer dans les pertes que nous avons subies et rétablir notre importance commerciale ébranlée.

Si vous dites oui, comme je m'y attends, quelle mesure compte-t-vous donc adopter?

Les citoyens qui ont proposé de construire un chemin de fer de premier ordre entre Alexandrie et Mansfield, d'où il sera continué dans la direction du Nord ou de l'Ouest, comme on le décidera plus tard, sont convaincus que la réalisation de leur projet arrêtera les progrès de notre chute. Ils savent qu'avec ce chemin on dirigera de nouveau sur la place de la Nouvelle-Orléans 120,000 balles de coton, indépendamment de millions de boisseaux de grains, qui sont forcés à cette heure de chercher une autre marché, et ces produits représentant une valeur de sept à huit millions de piastres accroîtront les affaires de nos banques, de nos compagnies d'assurances, de nos presses à coton, de nos facteurs, de nos négociants.

Il y aura plus. Des milliers d'acres des plus belles terres du monde, inoccupées aujourd'hui, dans les paroisses Rapides, Natchitoches et De Soto, aussi bien que dans les comtés de l'Est et du centre du Texas, se couvriront de moissons et environneront la Nouvelle-Orléans des bestiaux et des articles de subsistance, ce qui ajoutera à notre production locale, et sans production locale, vous le savez, aucune ville ne saurait prétendre à un progrès populeux, riche, prospère et heureux.

L'accroissement de nos importations et de nos exportations augmentera dans une proportion considérable du mouvement maritime.

Les marchands du Texas et de l'Arkansas reviendront s'approvisionner à la Nouvelle-Orléans, car ils y trouveront leur avantage.

Le commerce et l'industrie renaîtront; la valeur de la propriété foncière augmentera, et l'Etat lui-même en trouvera une source de revenus au lieu de la ruine actuelle.

Telle est l'intime conviction des champions du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique. La partagez-vous, messieurs, vous qui représentez nos assureurs, et si vous la partagez que comptez-vous faire?

Nous qui représentons la cause du chemin de fer, nous désirons vivement que l'entreprise que nous voulons mener à bon terme ait, aux yeux de tout le monde, le ferme et cordial appui de nos assureurs, et qu'ils soient fiers d'y avoir concouru.

Si vous approuvez nos vues, je vous demanderai votre aide.

Il faudra payer environ $75,000 comptant pour ouvrir le chemin et exécuter les travaux préparatoires d'Alexandrie à Natchitoches. Pouvons-nous dire que nos compagnies ne paieront pas ces dix mille dollars pour ce montant?

Permettez-moi, messieurs, avant de terminer, de vous dire que nous voulons construire le chemin et y placer le matériel nécessaire, entre Alexandrie et Natchitoches, sans encourir d'hypothèques.

Nous ferons donc toutes les économies possibles. Nous ne paierons d'employés que ceux dont nous avons rigoureusement besoin pour les travaux de construction; nous ne dépenserons jamais une piastre sans en avoir la valeur correspondante. Nous croyons que nos actions seront sures et productives

Mr James L. Day, président de la compagnie d'assurance du Sud, a pris la parole après Mr Wheelock et a déclaré que son appui moral et personnel était acquis à l'entreprise. Il regrette seulement que ce qui va se faire maintenant n'ait pas, dans l'intérêt de la Nouvelle-Orléans, été exécuté il y a déjà longtemps.

Le commerce du Sud-Ouest s'est engagé, grâce à la création de voies artificielles, dans de nouveaux canaux, mais nous pouvons encore le ramener à nous. L'entreprise qui vient d'être organisée repose sur d'excellentes bases financières. Si elle réussit, elle nous aidera à reconquérir une partie de ce que nous avons perdu.

Les compagnies d'assurance n'ont pas la liberté de faire toute espèce de placements, mais il est prouvé que si les directeurs viennent en aide au nouveau chemin de fer ils auront l'assentiment des actionnaires.

Le juge Harwell a fait de justes observations sur la très grande utilité des chemins de fer.

A la requête de Mr. Jones, le président a donné parte du contrat rédigé par Mr. Eastis, notaire, et qui lie réciproquement la compagnie du chemin de fer et Mr. S. J. James. Celui-ci exécutera le travail à un taux réduit: son prix est de 25 pour cent inférieur à ce que demandent généralement les constructeurs de railways.

Mr. Raymond ayant demandé pourquoi l'on commençait le chemin à Alexandrie plutôt qu'à la Nouvelle-Orléans. Mr. Wheelock a répondu qu'il n'aurait pas été possible de s'entendre avec les propriétaires des chemins qui ont déjà pour point de départ la Nlle-Orléans. On a donc préféré commencer les travaux à Alexandrie qui se trouve dans le tracé et les poursuivre jusqu'à Dallas. D'Alexandrie à la Nouvelle-Orléans, la navigation est rarement interrompue, de sorte que les produits du Texas nous arriveront directement par la double voie de terre et de rivière, jusqu'à ce que les tronçons de railways commencés à la Nouvelle-Orléans, viennent plus tard se raccorder à celui d'Alexandrie.

Mr Raymond a déclaré que les explications données par Mr Wheelock lui paraissaient très satisfaisantes, et la séance a été ensuite levée.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un club soi-disant indépendant.

Il est à regretter qu'en ce moment où les patriotes de la Louisiane s'efforcent d'obtenir l'unité démocratique dans l'Etat, pour nous affranchir du joug radical et pour aider au salut du pays, il se trouve des hommes, s'appelant de bons citoyens, qui veulent,—oubliant le terrible exemple de 1872,—diviser l'opposition au radicalisme en s'écartant de la ligne droite de la démocratie; rendant ainsi nécessaire une nouvelle fusion d'éléments en réalité discordants, qui ne pourrait aboutir encore une fois qu'à la plus effroyable confusion. Le club auxiliaire du second ward a pris l'autre jour une initiative qui fait honneur à son patriotisme, en adoptant la résolution suivante:

"Résolu que tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous."

En vue de la prochaine campagne électorale, ce principe ainsi posé est fort sage. Nous croyons que les clubs des autres wards, qui n'ont pas encore parlé ne resteront pas en arrière.

Ils ont trop tardé, cependant, car déjà un club, soi-disant indépendant, s'est réorganisé.

Les "Minute Men de 1860," en choisissant leurs officiers, avant hier soir, ont fait une déclaration de principes, contenus dans la résolution suivante:

"Résolu, que les "Minute men de 1860" ne suivront aucune ligne politique définie si ce n'est qu'ils s'opposeront de tout leur pouvoir au maintien du régime radical au Louisiane, et continueront à rester indépendants, comme ils l'ont été depuis la première organisation de leur club, s'engageant à soutenir les meilleurs candidats qui seront proposés pour remplir les emplois publics, sans distinction de parti. Ils solliciteront instamment la coopération des autres clubs indépendants pour mettre à exécution les sentiments exprimés dans cette résolution."

De tout temps les hommes ont joué un triste rôle dans l'histoire des nations, et l'indépendance en politique, quand elle n'est pas illusoire, n'est pas autre chose que de la neutralité.

Lorsque deux partis se trouvent en présence, à la veille d'engager un combat décisif, dont l'avenir du pays dépend, l'indépendance ne peut être que de l'égoïsme et de l'infidence. A moins d'être aveugle ou sourd; car, de deux choses l'une, ou c'est ne prendre aucun souci des intérêts du pays: ou bien c'est vouloir se ménager une alliance avec le parti le plus fort après la bataille et manger à deux ratteliers en attendant.

Nous ne voulons pas être trop sévères pour nos concitoyens appartenant au club des *Minute Men de 1866*. Ils peuvent être sincères dans leurs convictions, — nous l'espérons pour eux,—mais ils font fausse route.

Ils prétendent qu'ils veulent rester indépendants, c'est-à-dire neutres,—les deux mots sont synonymes en politique,—parce qu'ils se réservent le droit ainsi de pouvoir voter librement pour les meilleurs candidats.

Nous ferons remarquer aux *indépendants*, puisque tel est leur nom,—qu'en se séparant l'unité démocratique et en votant dans les assemblées primaires pour les délégués qui doivent siéger à la convention démocratique chargée de choisir les candidats pour les différents emplois de l'Etat, ils contribueraient bien plus efficacement à l'élection d'hommes intègres et capables que ne le font aujourd'hui les prétendus indépendants qui les candidats soient déjà nommés et leur nomination endossée par une grande partie de la population avant de se prononcer pour ou contre.

Nous ne pouvons que approuver la réorganisation du club des *Minute Men de 1860*, après la déclaration de principes qui a été faite.

Comme le dit la résolution adoptée par le second ward, dans la campagne électorale de 1876 tous ceux qui ne seront pas franchement avec nous seront contre nous.

L'indépendance est un masque, et dans la lutte suprême qui va s'engager on est en droit d'exiger que chaque citoyen montre à visage découvert, en disant hardiment, je suis démocrate ou radical.

Nous préférons de beaucoup avoir pour ennemi un radical qui déclare tout haut ce qu'il pense que d'avoir pour ami un être douteux qui n'a pas de convictions arrêtées ou qui n'ose pas les exprimer.

Il nous semble que les clubs démocratiques de tous les wards devraient se hâter de se réorganiser afin de décourager dès le début ce mouvement de soi-disant *indépendance* et déjouer les projets des politiciens de profession qui voudraient faire de nouvelles dupes—comme en 1872.

La Louisiane est sous la domination radicale et nous désirons tous son indépendance, mais ce n'est pas en restant *indépendants* dans le sens des Minute Men que nous atteindrons ce résultat que nous souhaitons si vivement.

Trop de phénol.

Nos gouvernants carpet baggers, c'est-à-dire ceux d'entre eux qui sont encore à la Nouvelle-Orléans, ont une peur terrible de la fièvre jaune qui n'existe pas dans notre ville.

Pour cette raison, ils empoisonnent tous les habitants du carré de la ville avec du phénol qu'ils répandent à profusion dans les rues et dont ils barbouillent les murs de toutes les maisons.

On se plaint partout de violentes migraines.

C'est vraiment trop fort que l'on fasse souffrir des milliers de citoyens dans le seul but de calmer les craintes chimériques d'un tas d'aventuriers qui feraient bien mieux de quitter la Louisiane pour n'y plus jamais revenir.

Il n'y a pas ou et il n'y a pas en ce moment un seul cas de fièvre jaune à la Nouvelle-Orléans. Les précautions extraordinaires que l'on emploie sont donc essentiellement ridicules.

Le drogniste qui a fourni tout ce phénol est peut-être un beau-frère de Grant ou de Kellogg!

Il faut faire vivre sa famille lorsqu'on est au pouvoir!

Petit incendie dans le Sixième District

Vers minuit et demi, avant-hier, le feu s'est déclaré dans la maison inhabitée située au coin des rues Valence et Prieur, la propriété de Mme Valentine Hanby. La bâtisse a été complètement détruite et les pertes, évaluées à $200, sont couvertes par une assurance de $800 dans la Compagnie Germania. Il n'y a pas le moindre doute que le feu est l'œuvre d'un incendiaire.

Deux autres incendies.

Vers cinq heures et demie, hier après midi, le feu a été découvert dans la maison sise rue Robertson No 12, entre Canal et Bayou St. John, appartenant à Mme Adler et habitée par elle.

La bâtisse a été complètement détruite. Elle était assurée, mais nous ignorons pour quel montant et dans quelle compagnie.

Les flammes ont gagné la maison voisine à deux étages, appartenant à C. Bourgeois et habitée par lui. Cette dernière bâtisse a été assez considérablement endommagée. Elle est assurée, nous dit-on, pour $9000 dans la compagnie Mutuelle Sun.

Le feu a pris au toit de la maison de Mme Adler et l'on a lieu de supposer que c'est l'œuvre d'un incendiaire.

A huit heures, hier soir, il y a eu un petit incendie à Carrollton, causé par l'explosion d'une lampe pleine d'huile de pétrole, à la résidence de Mme Estier, rue Short, près Commercial.

Le dommage ne dépasse pas $20.

Poules volées.

John Sullivan a été arrêté, hier matin, au marché Poydras, parce qu'il avait une douzaine de poules à vendre et qu'il ne pouvait pas prouver ses titres de propriété.

On l'a donc accusé d'être un chevalier du poulailler et on l'a conduit sans cérémonie à la calaboose.

Vol d'argenterie.

Avant-hier matin, un voleur est entré entre huit et neuf heures chez Mr Vincent, au coin des rues Camp et Terpsichore, et a emporté toute l'argenterie qui se trouvait sur la table dans la salle à manger.

Ce vol est extrêmement audacieux. La domestique de Mr Vincent venait de mettre le couvert pour le déjeuner lorsqu'elle a été appelée à la cuisine. Quand elle est revenue l'argenterie avait disparu.

Orleans Roller Skating Club.

Nous avons reçu des invitations du Dr. Anfoux, président du Orleans Roller Skating Club, pour assister ce soir aux exercices des membres sur les patins à roulettes.

Nous le prions d'accepter nos remercîments.

Le club se réunit tous les mardis et les vendredis et compte déjà bon nombre de membres.

TEMPERATURE.—26 août 1875.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.....	78	26
12 M.....	86	30
3 P. M.....	87	30
6 P. M.....	80	27

COUPONS.—COUPONS.—Voici le grand jour pour les deux magasins Danziger, 203 rue du Canal, entre Esmparte et Bourgogne et 228 et 230 rue Royale, au coin de la rue St. Philippe. C'est le jour de la vente des coupons. Le choix en est immense. Il y a des coupons pour tous les goûts et toutes les bourses, mais tous sont offerts à des prix d'une modicité réellement incroyable. Aussi les dames disent-elles partout en partant d'étoffes à bon marché: ce sont les coupons de Danziger. On les donne pour rien. Allez les voir.

—La plus grande vente de chaussures sur consignation se fait en ce moment au Magasin Bleu, coin Orléans et Claiborne. —Bottes à boutons claquées, dessin dernier genre $3 00; Bottines pour hommes, à vis, patron Créole, $3 00. 500 paires pantoufles pour dames à 25 c. la paire; Bottines prunelle depuis 75 c. La botte Eldorado déjà si avantageusement connue vient de subir une nouvelle réduction; elle ne se vend plus que $2. la paire, ce qui met cette élégante chaussure à la portée de toutes les bourses et la mettra bien plus à la mode. Allons mesdames, passez au Magasin Bleu.

Mr. Jos. Hubbard, coin Remparts et Perdido, se félicite d'avoir réduit le prix de ses meubles. Il a écoulé une forte partie de son stock, et les acheteurs continuent à affluer à sa fabrique. On y trouve, à un bon marché vraiment exceptionnel, d'excellents meubles de salon, de salle à manger et de chambre à coucher.

REVUE ANNUELLE
du Commerce de la Nouvelle-Orléans.

Le 1er septembre prochain, *l'Abeille* publiera sa revue annuelle du commerce de la Nouvelle-Orléans. Nous apporterons tous nos soins à rendre ce travail aussi complet et aussi exact que possible.

Nous prions les maisons qui désirent des exemplaires de ce numéro de nous faire parvenir leurs commandes quelques jours à l'avance. Nous adressons la même requête aux personnes qui ont des annonces à faire insérer dans cette édition qui sera tirée à un très grand nombre d'exemplaires.

34

Un verdict conforme aux preuves.—Le verdict du public en faveur des Hostetter's Stomach Bitters diffère de ceux qui ont pu être mentionnés jusqu'ici, en ce qu'il est exacte ment conforme aux preuves fournies et souvent à l'appui des remèdes les plus populaires d'Amérique. On peut donner quels qu'en soient les noms, aucun autre remède n'a obtenu aussi facilement attestés par des certificats non sollicités que celui-ci. Un examen de ces témoignages établit un fait de la dernière importance pour les personnes malades et débiles, aussi bien que pour celles qui sont exposées aux influences délétères du climat, c'est que les Bitters sont un tonique sans égal et à la fois un spécifique absolu pour tous les désordres des organes digestifs, biliaires et excrétoires, au moyen de l'heureux accompagnement des plus importantes fonctions du corps, et une projection suprême contre les fièvres intermittentes et rem ittentes et contre toutes les autres maladies causées par des influences malsaines.

Décédé hier soir, à 11 heures, à l'âge de huit ans et huit mois, EMMANUEL FAGET, fils de Dr. Faget. L'enterrement aura lieu aujourd'hui vendredi. Le convoi partira de la maison de son père, encoignure des rues St. Pierre et Bourgogne, cette après-midi à quatre heures.

Décédée hier, jeudi, 26 août, à 4 heures 45 de l'après-midi, FLORENCE ALICE FORBES MATON, épouse de J. ARTHUR COMSTOCK, âgée de vingt-six ans, et native de la paroisse Assomption, Louisiane. Ses restes seront transportés à Madisonville, Lsa., pour y être inhumés.

Les journaux de Greenock, Ecosse, et de Liverpool, Angleterre, sont priés de copier.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

—Le conseil d'administration désire participer au succès de la Fête Champêtre qui doit être donnée le dimanche, 29 août, au profit des indigents de France, informe messieurs les sociétaires que dans le cas où cette fête ne pourrait lieu, elle générale sera renvoyée au DIMANCHE SUIVANT; en cas contraire, l'assemblée aura lieu le 2, à 4 heures du soir à l'hôtel.

Mr le Président invite en même temps les sociétaires à participer à cette œuvre de charité.

Par ordre du Président:
JB. GIROD.
L. SIMON, Secrétaire. 27 août—2t

Comité de Secours aux inondés du Midi de la France.—Les personnes qui ont souscrit dans le but de souscription sont priées de vouloir bien faire remettre d'ici au 31 août courant, entre les mains du trésorier du Comité, Mr J. B. Camors, au Workingmen's Bank, No 94 rue du Canal.

Par ordre du Président.
Le Secrétaire,
27août—août J. B. MONDIEDT.

La fête de St-Augustin étant une de celles que célèbre l'archiconfrérie